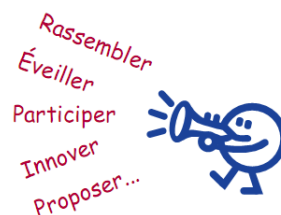


Rapport Moral et d'Orientation

Assemblée Générale d'ALERTES

Jeudi 31 mai 2018



Chers amis

Je vous remercie d'être toujours fidèles à notre Assemblée Générale.

Je dois tout d'abord excuser Mme Bonnefoy, Vice-présidente du conseil départemental en charge de la dépendance et des handicaps, qui nous remercie de notre invitation. Les contraintes de son emploi du temps ne lui permettent pas d'être présente, elle le regrette, elle a pris des engagements dans son canton ce jour.

Je ne redirai jamais assez que c'est grâce à vous tous, par vos participations à nos commissions, par les informations que vous nous transmettez depuis les structures dans lesquelles vous militez, que nous pouvons interpeller nos élus locaux et nationaux, que nous pouvons produire et informer les familles et nos aînés de leurs droits, que nous pouvons les aider et mieux leur faire connaître les textes et les soutiens auxquels ils peuvent prétendre.

Notre rapport d'activité fait état des courriers adressés au Président de la République, à nos Députés et Sénateurs en attirant leur attention sur les difficultés rencontrées en EHPAD et à DOMICILE, qu'il s'agisse des résidents ou du personnel.

En début d'année 2018 nous nous alarmions plus que jamais sur le sort réservé aux résidents des structures accueillant des personnes âgées dépendantes suite aux premières grèves du personnel dès 2017. Nous avons soutenu la mobilisation des personnels des Ehpads et des services d'aide à domicile lors des appels à la grève des 30 janvier et 15 mars.

Se sont succédé :

-Différentes missions parlementaires. Une mission Flash en Août, puis les travaux sur les Ehpads conduits par les Députés Mme Iborra et Mr Fiat recommandant un taux minimal de soignants par établissement.

-Les communiqués de l'association AD-PA signalant « le retard français qui fait que notre pays accompagne insuffisamment bien nos aînés »,

-Les interventions des familles sur les ondes avec des paroles émouvantes en évoquant leurs parents « maltraitance institutionnelle, infantilisation, journées interminables, il faut accompagner la fin de vie avec douceur et bienveillance »,

-Les conclusions de la commission des affaires sociales du Sénat qui prévoit une liste de 24 propositions,

-Le rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) « Vieillir dans la dignité »,

-Le rapport de Mr Ricordeau de l'IGAS sur la réforme de la tarification,

-L'article du journal Le Monde du 17 mai 2018 intitulé « Comment la France maltraite ses vieux ».

Face à cette crise, Agnès Buzyn, Ministre de la Santé, annonce le lancement d'une vaste réflexion sur la prise en charge du grand âge ainsi qu'une réforme de la tarification. Elle précise la nécessité de créer 20000 postes dans les années à venir pour la partie soins des Ehpad.

Le Président de la République lui-même lors de ses interviews télévisées annonce l'ouverture du débat national en évoquant soit la mise en place d'une seconde journée de solidarité, soit la création d'un nouveau risque pris en charge par la solidarité nationale. Je constate que sur les ondes actuellement seule est reprise la deuxième journée de solidarité !!! Pour notre association, ce débat ne pourra voir son terme qu'avec la réalisation d'une **réforme ambitieuse et cohérente qui concrétise l'universalité d'un droit à compensation par la création d'un risque autonomie dans la Sécurité Sociale -5eme risque.**

Toutes les manifestations sont parties du terrain d'un « ras le bol » général des personnels, relayé par les organisations syndicales et la presse.

Ces préoccupations ne sont pas nouvelles pour notre association. Notre manifeste, établi en 2002 et approuvé lors de notre AG du 1er juin 2017, reste toujours d'actualité puisque nous évoquons déjà les défis à relever pour vieillir dignement :

« Revaloriser l'image des établissements d'hébergement, renforcer l'attractivité des métiers pour faire face aux besoins des personnes âgées, accompagner la fin de vie pour qu'elle puisse être digne et apaisée, renforcer les aides à domicile, accéder à une offre de soins en tout point du territoire... ».

Notre convention vient d'être renouvelée pour 3 ans à laquelle sont joints les 5 projets de nos différentes commissions. Les demandes de locaux auprès des villes d'Echirolles, Eybens, Saint Martin d'Hères ont été infructueuses. Des entrevues avec des sociétés immobilières se poursuivent. Nous avons bon espoir de trouver une solution ensemble (ALMA, ODPHI et ALERTES).

Notre souhait de collaboration, comme au sein de la Grange du Château, garde toute son importance. Collaboration que l'on retrouve au sein du Schéma Autonomie et du Conseil de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA).

Notre participation au CDCA nous permet de nous exprimer sur plusieurs sujets et nous espérons que nos avis pourront être entendus.

Nos commissions vous ont présenté leurs travaux et projets. Elles font part de la nécessité de se retrouver plus nombreux.

Nous avons pu, grâce à la commission Santé, rejoindre les travaux de l'ARS dans le Conseil Territorial de Santé.

L'activité Intergénération répond toujours aux différentes sollicitations des cafés des âges malgré le nombre réduit de participants à sa commission.

La commission Etablissements est toujours très active « des anciens membres partent, des fidèles sont toujours là et des nouveaux arrivent pour prendre la relève ».

La commission Domicile, après le travail et la publication du document « la question de l'habitat quand on avance en âge » renouvelle ses objectifs et pour cela a besoin d'une plus grande participation.

La commission territoriale Alertes Grésivaudan est bien ancrée dans l'ensemble du territoire à la fois avec le Conseil Départemental et la communauté de communes. Elle est sollicitée pour de nombreux projets.

Je fais appel à vous, nos adhérents, pour renforcer les « effectifs » de nos commissions et nous permettre de répondre aux sollicitations du département (CDCA, Conférences Territoriales des Solidarités, ...) et de nos autres partenaires.

Je vous rappelle mon courrier du 9 mai joint à l'invitation de cette AG et le besoin de nouveaux membres y compris dans notre Conseil d'Administration.

***La situation de l'association est fragile ; certains adhérents, présents dès la création en 2002 sous l'impulsion de Jean Giard, ne souhaitent pas renouveler leur mandat.
Moi-même, tout en restant au bureau, je dois prendre du recul pour raisons de santé.***

Ce qui importe, c'est être présent sur le terrain et force de propositions, suivre les intentions annoncées tant le plan national que local.

Malgré les évolutions du secteur depuis 20 ans, la situation reste extrêmement tendue au regard des besoins et attentes de plus en plus nombreux des personnes âgées.

De même, la crise structurelle des financements pèse lourdement sur les conditions de travail des salariés tant en établissement qu'à domicile.

C'est à cet effet que nous vous soumettons notre résolution générale qui restera un des fils conducteurs de nos projets et actions.

Nous n'oublierons pas non plus que, dans notre manifeste, nous insistons sur les défis à relever : faciliter le droit au choix, soutenir le droit au risque, promouvoir l'intergénération et rester des citoyens à part entière.

Je vous suis reconnaissante de la confiance que vous nous témoignez et vous remercie par avance de votre mobilisation.

Jacqueline CHAPUIS
Présidente